

La Presse +

Montréal, 13-16 mars 2018

OPINION ALAIN DUBUC EN HAÏTI
VOYAGE AU PAYS DE LA PAUVRETÉ EXTRÊME

Notre collaborateur, Alain Dubuc, après un séjour en Haïti, nous propose une série de quatre textes où il livre ses impressions sur ce pays qu'on ne connaît pas si bien et où il essaie de répondre à la question qui hante tous ceux qui se préoccupent du sort de ce pays accablé par la pauvreté, ravagé par les catastrophes naturelles. Haïti peut-il s'en sortir ?

ALAIN DUBUC ÉCONOMISTE, AUTEUR ET CONFÉRENCIER

PORT-AU-PRINCE — Le Québec a vécu un débat désolant l'été dernier avec l'arrivée massive de migrants à nos frontières, chassés des États-Unis par le décret du président Trump mettant fin à leur droit d'asile.

Le chef caquiste François Legault avait alors lancé : « Nous avons plutôt l'impression que la frontière du Québec est devenue une véritable passoire », inquiet qu'on ouvre « grand les bras » à ces « migrants illégaux ». Le chef péquiste Jean-François Lisée surenchérisait : « Il y a un problème d'acceptabilité sociale, c'est très au clair au Québec face à ces migrants. »

Qui étaient ces migrants qui avaient traversé notre frontière de façon irrégulière ? La grande majorité d'entre eux étaient des Haïtiens. Ils appartenaient à la principale communauté d'immigration au Québec, si intégrée qu'elle est maintenant une composante de l'identité québécoise, et qui, en outre, en ces temps d'angoisse identitaire, ne pose aucune menace linguistique ou religieuse.

Où était donc le problème d'acceptabilité sociale ? Il me semblait plutôt que l'arrivée d'environ 8000 Haïtiens, même si elle était massive, n'avait pas à susciter l'inquiétude quand on connaît le cheminement des 143 165 Québécois d'origine haïtienne dénombrés par le recensement de 2016, quand on sait le succès remarquable de cette immigration, sa contribution à la société québécoise, l'harmonie des relations avec la majorité, malgré l'obstacle important qu'est l'appartenance à une minorité visible dans une société d'accueil homogène.

Il ne fallait pas oublier non plus que les Haïtiens chassés par l'administration Trump se retrouvaient en terre américaine parce qu'ils avaient été les victimes d'une des pires catastrophes humanitaires, le tremblement de terre de janvier 2010 et ses quelque 225 000 morts.

Quand on veut évoquer ce succès, on pense aux Québécois d'origine haïtienne qui se sont illustrés, comme Dany Laferrière, Michaëlle Jean ou Dominique Anglade.

C'est bien. Mais il faut aussi parler de tous les autres, ces Haïtiens ou enfants d'Haïtiens moins connus, mais qui se sont distingués dans le monde universitaire, dans celui de la médecine, de la politique, de la culture, des sports, de tous ceux qui, dans leur vie quotidienne et leur travail, contribuent à bâtir le Québec.

Nous avons publié l'automne dernier, dans ces pages Débats, un texte éclairant du Dr André Arcelin sur ce sujet.

Le président Trump a récemment ramené l'immigration haïtienne dans l'actualité quand il a déploré l'arrivée sur le sol américain de tous ces gens provenant de « shit holes », de trous pourris, notamment Haïti. Il est vrai qu'Haïti est dans une situation catastrophique. Mais le ton et le vocabulaire du président suintaient le racisme. Et surtout, ce n'est pas parce qu'un pays va mal que ceux qui le quittent seraient des arrivants indésirables. On le voit au Québec, on le voit aussi aux États-Unis, leur principal point de chute.

Mais on ne peut pas vraiment aborder la question de l'immigration haïtienne sans parler d'Haïti que des milliers et des milliers d'habitants ont quitté en vagues successives pour fuir la dictature, la misère et maintenant, les catastrophes naturelles. Pourquoi ils partent, pourquoi ils ne retournent pas ? Comment aussi expliquer le contraste saisissant entre l'impuissance des Haïtiens chez eux et leur succès dans leurs pays d'accueil, comme le Québec ?

Récemment, j'ai eu l'occasion d'aller dans ce pays, en profitant de la tenue d'un colloque sur la santé mentale organisé par le département de psychiatrie de l'Université de Montréal, et par le département de santé mentale de l'Université d'État haïtien – les frais ont été assumés par *La Presse*. Le sujet est loin de mes champs de compétences, mais ce colloque me fournissait un point d'ancrage, des contacts et un soutien logistique pour découvrir ce pays.

C'était une occasion de pouvoir répondre à plein de questions. Pourquoi Haïti va si mal, qu'il est si pauvre, qu'il ne semble pas faire des progrès ? C'était aussi l'occasion de faire découvrir un pays qu'on connaît très peu. Même si les Haïtiens sont parmi nous, même si les Québécois ont manifesté leur solidarité dans les moments de crise de ce pays, même si nos organismes sont très présents sur le terrain, nous connaissons mal Haïti, parce que nous n'y allons pas – ce n'est pas une destination de voyage naturelle comme Cuba ou la République dominicaine.

Ce que j'y ai découvert a été un choc, comme pour la plupart de ceux qui mettent les pieds dans ce pays pour la première fois.

D'abord, la capitale, Port-au-Prince, n'est pas une ville au sens où nous l'entendons, avec un centre, une logique, une structure. C'est plutôt une agglomération qui n'arrête pas de grossir et de s'étendre sur un relief très accidenté, avec 2,6 millions d'habitants – le quart de la population du pays – sans infrastructures suffisantes, sans axes de circulation, et donc avec une terrible congestion. De l'intensité et de la chaleur humaine, mais aussi du chaos, du désordre, de la pauvreté, des bidonvilles, des zones détruites. Je ne connais pas l'Afrique, mais je n'avais jamais vu rien de tel en Asie ou en Amérique latine.

Il n'y aura pas beaucoup de chiffres dans mes chroniques, mais il faut rappeler qu'Haïti, avec un PIB par habitant de 739,60 \$US en 2016, est l'un des 20 pays les plus pauvres de la planète, le plus pauvre des Amériques, l'un des derniers aussi, 163e sur 188 pays, pour l'Indice de développement humain du programme des Nations unies pour le développement.

Sur une population d'environ 11 millions d'habitants, on compte autour de 60 % de gens vivant sous le seuil de pauvreté que l'on applique aux pays pauvres, 2,41 \$ par jour, et 24 % qui sont même sous le seuil de la pauvreté extrême, 1,23 \$ par jour, ce qui n'est pas assez pour satisfaire les besoins alimentaires.

Et derrière les chiffres, des enfants qui ont faim, qui meurent plus qu'ailleurs, qui souvent ne vont pas à l'école, qui n'ont pas accès à l'eau ou à l'électricité.

Cette misère, pour moi, a été symbolisée par une image. Des femmes, au marché communal de Kenscoff, une lointaine banlieue de Port-au-Prince perchée dans les montagnes, assises par terre sur un tapis derrière les légumes qu'elles ont à vendre, à deux mètres d'un énorme tas de déchets que les gens empilent sur le bord de la route. Pour moi, tout était là : la pauvreté, l'économie de subsistance, les risques sanitaires, la désorganisation et l'absence de services publics, mais aussi l'impuissance. Mais aussi la résilience de ces femmes, leur patience, leur courage, qui reflète bien la façon dont le peuple haïtien a traversé une épreuve comme le tremblement de terre.

Mais pourquoi ? Quelles sont les solutions ? Est-ce qu'Haïti peut s'extraire du cercle vicieux de la pauvreté ? C'est le but des chroniques que je publierai dans les jours qui viennent. Le problème, c'est que si j'ai beaucoup de questions, j'ai pas mal moins de réponses. On ne peut évidemment pas prétendre comprendre un pays si complexe en quelques jours, avec des chroniques qui seront nécessairement impressionnistes. Surtout que personne n'a trouvé la recette magique pour sortir Haïti de son marasme, ni le gouvernement haïtien, ni les organismes internationaux qui se penchent sur son cas. Comment Haïti peut-il s'en sortir reste donc la question à 100 000 gourdes – la monnaie du pays.

LA GRANDEUR PASSÉE D'UN PAYS DÉCHU

Deuxième d'une série de quatre textes de notre collaborateur, Alain Dubuc, après un séjour en Haïti.

ALAIN DUBUC COLLABORATION SPÉCIALE, ÉCONOMISTE, AUTEUR ET CONFÉRENCIER

CAP-HAÏTIEN — Il y a, dans le nord d'Haïti, une spectaculaire forteresse, construite au tout début du XIXe siècle, perchée sur les hauteurs, pas loin de Cap-Haïtien, dans le nord du pays, que l'on rejoint après une longue montée à cheval. La citadelle La Ferrière est colossale, un tour de force architectural, le plus important ouvrage militaire des Caraïbes. Franchement plus impressionnant qu'un autre ouvrage militaire que nous connaissons bien, la citadelle de Québec, construite quelques années plus tard.

Non, ne vous inquiétez pas, ce n'est pas une chronique touristique ! Mais cette forteresse me permet de parler d'Haïti d'une autre façon. Les images qui frappent le plus l'imagination, quand on met les pieds dans ce pays, c'est le désordre, la misère, le chaos. C'est bien vrai, mais cela nous fait oublier un élément central de la réalité haïtienne : la richesse de son histoire et sa grandeur.

La visite de la Citadelle m'a aidé à comprendre bien des choses sur Haïti, et à comprendre ce que voulait exprimer notre vice-première ministre, Dominique Anglade, quand elle a réagi, sur sa page Facebook, au méprisable « shithole » du président Trump : « Que des leaders politiques se permettent aujourd'hui de dénigrer de façon éhontée cette nation haïtienne ne fait que témoigner de leur ignorance face à l'apport de ce pays. De l'abolition de l'esclavage à l'émancipation des peuples noirs, de la libération de l'Amérique latine aux contributions littéraires, sociales et scientifiques, Haïti a été partie prenante de nombreux combats qui ont marqué notre humanité. »

Ce passé glorieux explique encore bien des choses, comme la richesse de la culture haïtienne ou la capacité de ce petit pays si pauvre à produire autant d'universitaires, de penseurs, d'artistes.

Malgré sa pauvreté, Haïti dispose d'un énorme capital historique et culturel.

La construction de la Citadelle a commencé tout juste après l'indépendance d'Haïti, en 1804, sous la houlette d'Henri Christophe, qui fut président et ensuite roi du nord du pays. Cet ouvrage de défense, conçu pour protéger la nouvelle nation d'une contre-attaque française, n'a jamais servi à des fins militaires. Mais c'était aussi un symbole d'affirmation un peu fou, excessif, pour une nation

naissante qui avait réussi à battre les armées napoléoniennes, à s'affranchir de la domination coloniale – le deuxième pays des Amériques à le faire après les États-Unis –, à obtenir son indépendance, à être le premier pays à se libérer du joug de l'esclavage. Sans le soutien d'Haïti, Simon Bolivar n'aurait pas pu triompher dans la lutte pour l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique latine.

Ce riche passé a cependant un effet pervers. Il contribue aussi à nourrir un sentiment d'échec parce que ce moment de grandeur n'a pas duré longtemps. D'une certaine façon, Haïti a vécu le contraire de ce qu'a vécu le Québec. Au moment de la Conquête, en 1759, la Nouvelle-France était une colonie relativement pauvre, qui n'était ni un objet de fierté ni une priorité pour la couronne française. On ne comptait que 8000 habitants à Québec et 4000 à Montréal. Au même moment, ce qu'on appelait alors la perle des Antilles était le joyau de l'empire colonial français, prospère, brillante, avec son demi-million d'habitants.

Quand les Québécois regardent leur passé, ils mesurent leur progrès. Pour les Haïtiens, à bien des égards, c'est l'inverse.

Si leur court moment de grandeur est un motif de fierté, le long déclin qui l'a suivi depuis deux siècles nourrit l'amertume.

Qu'est-ce qui s'est passé ? D'abord la fragilité de l'alliance qui a permis de renverser l'ordre colonial. D'un côté, les élites non blanches, mulâtres et affranchis, de l'autre, les esclaves noirs. Rapidement, cette élite s'est substituée aux maîtres blancs pour installer un autre système de domination. Peut-être aussi parce que cette indépendance s'est faite trop tôt, ce qui l'a privée du progrès – industrie, infrastructures – que les pays européens ont finalement exporté dans leurs colonies. Parce qu'il y a eu rupture quand les Blancs ont été chassés. Parce que la France a imposé à Haïti le remboursement d'une dette colossale qui a appauvri la jeune nation.

Mais surtout cette indépendance s'est faite dans le chaos. Dès le début, le pays s'est coupé en deux, pour ensuite être dirigé, tout au long du XIX^e siècle, par une succession de rois, d'empereurs, de présidents ineptes et de dictateurs. Le XX^e siècle a été de la même eau, avec une occupation américaine de 1915 à 1934, et d'autres despotes. Il y a eu un moment de grâce dans les années 40 et 50 – un essor culturel, un développement de l'éducation, le premier président élu au suffrage universel, Paul Magloire. Mais le pays a replongé avec la dictature des Duvalier, père et fils, de 1957 à 1986.

Les deux décennies qui ont suivi n'ont pas été moins tourmentées. Bébé Doc a été remplacé par la junte militaire d'Henri Namphy, ensuite un président élu qui a survécu deux mois, un autre coup d'État, celui de Prosper Avril, chassé par la pression internationale, la victoire électorale pleine d'espoir du président Jean-Bertrand Aristide, en 1990, chassé au bout de neuf mois par un autre coup d'État, celui de Raoul Cédras, une autre intervention militaire américaine, en 1994, qui a

mené à une période de calme relatif avec René Préval et Aristide, jusqu'à ce que la corruption et le désordre poussent celui-ci à l'exil et mènent à l'arrivée des Casques bleus en 2004.

Les dernières années ont heureusement été plus calmes, sans pour autant faire d'Haïti un pays bien dirigé. La deuxième présidence de René Préval, suivie de celle du chanteur Michel Martelly, sans expérience politique, et maintenant celle de Jovenel Moïse, un producteur de bananes pas plus expérimenté, ont toutes été marquées par des crises constitutionnelles qui ont paralysé l'appareil politique. Depuis 2004, Haïti a eu droit à trois présidents, deux présidents par intérim et 15 premiers ministres. Bref, un peu plus de démocratie, mais beaucoup d'impuissance.

Un autre élément, difficile à décoder, est la structure de classe d'Haïti, qu'on peut décrire, en simplifiant beaucoup, avec ses élites mulâtres, à la peau pâle ou très pâle, souvent très européanisées, et une population à la peau foncée.

Ces élites ont pris le relais des colons blancs dont ils ont largement adopté les pratiques.

Encore de nos jours, ils constituent moins une classe entrepreneuriale qui crée de la richesse et développe l'économie qu'une caste de rentiers, de commerçants, de propriétaires terriens, assis sur leurs privilèges. La coupure est encore présente, comme si deux peuples coexistaient sur le même territoire.

Cette coupure, je l'ai ressentie, avec malaise, lors d'un excellent spectacle d'un groupe haïtien très connu, RAM, à l'hôtel Oloffson, l'hôtel le plus pittoresque de Port-au-Prince. Le chanteur du groupe, Richard Morse, de père portoricain et de mère haïtienne, connu d'abord comme musicien protestataire lors de la dictature de Cédras, chante en créole de la *mizik rasin*, de la musique racine, inspirée des traditions vaudoues.

Richard Morse est aussi le patron de l'hôtel. C'est aussi le cousin de l'ancien président, Michel Martelly, et il a fait partie de son gouvernement, ce qui donne l'impression qu'on est dans un petit monde tissé très serré. Et dans la salle, des Haïtiens surtout mulâtres, des étrangers, surtout des coopérants – Médecins sans frontières et autres – dont les jeeps remplissent le parking. Comme si on était sur une autre planète, dans une bulle, coupée du reste du pays.

Ajoutez à cela le fait qu'Haïti a perdu une bonne proportion de ses citoyens les plus prometteurs qui ont quitté le pays, pour fuir les dictatures ou pour aspirer à une vie meilleure.

Et n'oublions pas la corruption. La dernière édition du rapport annuel, en février, de Transparency International sur la perception de la corruption, classait Haïti au 157^e rang sur 180. Un fléau qui affaiblit le pays et freine le développement.

Pour coiffer le tout, c'est comme si Haïti était maudit des dieux, frappé, à répétition, par des catastrophes naturelles dont l'impact s'explique en partie par l'intervention humaine – déforestation, habitations précaires, infrastructures inadéquates. Des pluies diluviennes, notamment celles de 2004, des ouragans année après année, dont *Matthew* en 2016, et bien sûr le tremblement de terre de janvier 2010. Sans oublier des fléaux comme le choléra.

Tout cela mène à une question. Est-ce irréversible ? Qu'est-ce que ce pays peut faire pour s'en sortir ? Et surtout, est-il capable de s'en sortir ? C'est ce que nous essaierons de voir demain.

L'IMPASSE DE LA POULE ET DE L'ŒUF

Troisième d'une série de quatre textes de notre collaborateur, Alain Dubuc, après un séjour en Haïti.

ALAIN DUBUC COLLABORATION SPÉCIALE, ÉCONOMISTE, AUTEUR ET CONFÉRENCIER

Euvonie George Auguste est une mambo, une prêtresse vaudou. Elle explique comment, en invoquant les esprits, les loas, en faisant appel aux forces créatrices de la vie, elle peut, avec des rituels de guérison, soulager les gens qui ont des problèmes de santé mentale.

Ça ne se passe pas dans une case où on s'apprête à égorger un coq. Et Mme Auguste n'est pas une sorcière analphabète. Cette mambo, articulée, qui a déjà été travailleuse sociale, participait à une conférence scientifique sur la santé mentale dans un hôtel chic de Port-au-Prince, à la même table ronde qu'une neurologue et une psychiatre.

Son intervention a suscité de l'étonnement chez certains spécialistes québécois qui assistaient à cette conférence organisée par le département de psychiatrie de l'Université de Montréal et celui de santé mentale de l'Université d'État haïtien. Elle a provoqué aussi de l'agacement chez les spécialistes haïtiens plus cartésiens qui aimeraient bien que leur pays s'affranchisse de l'omniprésence de la culture vodouisante.

La présence d'une mambo dans un colloque scientifique était cependant moins incongrue qu'il n'y paraît. Comment combler des besoins immenses quand on a peu de moyens ? On fait du mieux qu'on peut avec ce qu'on a.

Ce fut d'ailleurs le commentaire du responsable de la santé mentale au ministère haïtien de la Santé, René Domerçant, qui, en substance, disait qu'on accueillait toutes les avenues qui permettaient de venir en aide à la population.

En outre, le vaudou ne fait pas que combler un vide. Il reflète des valeurs profondément enracinées. Le vaudou est si omniprésent dans la culture haïtienne que la majorité des gens, aux prises avec un problème de santé mentale, iront consulter une mambo, ou un hougan, un prêtre vaudou, avant d'aller voir un médecin. Souvenons-nous qu'avant la Révolution tranquille, au Québec, la première personne qu'on allait voir quand on était aux prises avec un problème de détresse psychologique, c'était le curé. Et que de nos jours, on renoue avec les approches traditionnelles dans les communautés autochtones.

D'autant plus que, pour la santé mentale, Haïti part presque à zéro. Dans ce pays qui a d'énormes problèmes de santé de base, en commençant par la malnutrition et la mortalité infantile, la question de la santé mentale, sans doute perçue comme un luxe, était carrément absente des préoccupations. Mais le tremblement de terre de 2010, avec ses 230 000 morts, ses 300 000 blessés, ses 1,2 million de personnes privées d'un toit, a eu des effets dévastateurs – la peur, la souffrance, le deuil, les chocs post-traumatiques – s'ajoutant au stress permanent de vivre dans la précarité.

« C'est à l'occasion du tremblement de terre qu'on a compris que la santé mentale ne pouvait pas être laissée de côté. »

— René Domerçant, responsable de la santé mentale au ministère haïtien de la Santé

L'Organisation mondiale de la santé la qualifie d'ailleurs de deuxième problème de santé publique dans le pays.

C'est pour répondre à ces besoins énormes qu'est née une collaboration de spécialistes du Québec et d'Haïti pour mettre en place un réseau de prise en charge de la santé mentale, piloté par un psychiatre québécois d'origine haïtienne, le Dr Hans Lamarre. On part de loin, quand on découvre qu'il y a une quinzaine de psychiatres pour 10 millions d'habitants. Un énorme chantier qui passe par le transfert de compétences, la formation des médecins, qui n'ont pas appris cela dans leurs études, ainsi que celle des autres intervenants, psychologues, travailleurs sociaux, infirmières.

Une approche de psychiatrie communautaire qui, pour le Dr Lamarre, nécessitera la création d'un réseau d'encadrement et de soutien.

Mais ça prend des infrastructures, qui ne sont pas là, des ressources financières, cruellement insuffisantes. Il y a tellement d'obstacles, d'outils qui manquent – des compétences, des institutions, de la bonne volonté – qu'il est difficile de voir par

où commencer. Comme si la reconstruction d'Haïti posait, à chaque étape, le dilemme de la poule et de l'œuf.

L'ABSENCE D'UN RÉSEAU D'ÉDUCATION

La même question se pose pour ce qui, en toute logique, devrait être le point de départ d'une politique de développement, comme partout dans le monde : l'éducation.

La proportion des Haïtiens alphabétisés, 62,1 %, est l'une des plus faibles au monde et place le pays au 157^e rang sur 182. On a vu dans un autre pays des Caraïbes, Cuba, à quel point l'éducation peut être un atout et une planche de salut. Mais, à Haïti, ça sera beaucoup plus difficile, parce que 88 % des écoliers vont dans des écoles privées, ce qui revient à dire que, dans les faits, le pays ne dispose pas d'un véritable réseau scolaire public !

Cela a d'énormes conséquences. D'abord, l'hétérogénéité de ces écoles : les rares écoles publiques, les établissements tenus par des églises établies – catholiques, protestantes –, ceux des sectes en campagne d'évangélisation, les initiatives des organisations non gouvernementales, des écoles à but lucratif, qui, dans certains cas, sont des rackets pour profiter des subventions. Ensuite, cet assemblage ne constitue pas un véritable réseau, parce que le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'a pas les moyens de l'encadrer. Il y a donc d'énormes différences dans l'approche, la formation du personnel et la qualité de l'enseignement.

À cela s'ajoutent d'énormes problèmes d'accès, parce que le plus souvent, ces écoles sont payantes. Cela contribue à expliquer que si 88 % des jeunes vont à l'école, 250 000 enfants n'y vont toujours pas. Les chiffres officiels cachent en outre une anomalie, 72 % des enfants ne terminent pas leurs études dans un délai normal – souvent, ils complètent leur primaire à 15 ans – parce que les familles n'ont pas les moyens de les envoyer tout le temps à l'école. Sans compter des problèmes criants, surtout en zone rurale, où les besoins sont encore plus fondamentaux, un toit, des latrines, du matériel. Ou le fait que les écoles publiques doivent parfois cesser leurs activités, faute d'argent pour payer les enseignants.

Cela a une conséquence paradoxale : l'aide internationale prend souvent la forme de subventions pour aider les parents à payer l'école privée plutôt que pour soutenir le système d'éducation.

Il y a donc encore un énorme travail à faire pour doter le pays d'un véritable réseau. Comment soutenir l'éducation si on ne peut pas compter sur le maître d'œuvre naturel que doit être un ministère ? Encore la poule et l'œuf.

UNE BUREAUCRATIE, MAIS PAS D'ÉTAT

Ce problème à l'éducation en cache un autre, plus profond. Un collègue haïtien, éditorialiste au *Nouvelliste*, Franz Duval, me l'a décrit avec une formule qui fait image : Haïti a une bureaucratie, mais il n'a pas vraiment d'État. Il y a bien sûr un gouvernement, des élus, des fonctionnaires, des ministères. Si on consulte leurs sites internet, tout semble à peu près normal – des organismes, des conseils, des comités, des organigrammes, des sigles.

Mais la machine, dans bien des cas, tourne à vide. Parce qu'elle manque de moyens, mais aussi parce qu'elle est pervertie par deux fléaux. Le premier, la corruption, si généralisée, qu'il faudrait la décrire comme épidémique plutôt qu'endémique, avec ce que cela implique – réseaux informels, retours d'ascenseur, privilèges, enveloppes. Le second, les abus, les délais, la lourdeur, l'inertie d'une culture bureaucratique qui défend ses privilèges.

J'ai trouvé, dans un document de la Banque mondiale, une phrase franchement assassine qui semble refléter le jugement sévère de bien des organismes qui suivent ce pays de près : « Haïti n'a jamais eu une tradition de gouvernance visant à offrir des services à la population ou à créer un environnement favorisant la croissance durable. »

Derrière cette impuissance, il y a aussi un gros problème d'argent. Pas seulement parce qu'Haïti est pauvre, mais parce que le pays ne dispose pas d'un véritable système de perception fiscale ! Les recettes publiques comptent pour 13,6 % du PIB, ce qui, selon la Banque mondiale, est moins que dans des pays de même niveau de revenu. En gros, 60 % des revenus de l'État proviennent de taxes perçues à la frontière – taxe de vente, accise, droits, permis –, une fiscalité primitive, de surcroît pleine de trous et d'exemptions. La fiscalité plus classique, l'impôt sur le revenu ou les taxes de vente, ne compte que pour 35 % des revenus. En plus, la perception se fait essentiellement dans la capitale. Ailleurs, là où vivent les trois quarts des habitants, il n'y a pratiquement pas d'impôt. Il n'y a presque pas non plus de taxe foncière, et donc pas de services municipaux.

Il y a cependant des signes de progrès. Le ministère des Finances a mis sur pied, l'automne dernier, un nouveau mécanisme de perception, selon lequel ceux qui n'ont pas payé leurs impôts ne pourront pas obtenir de permis, de licences, d'immatriculation, sans verser un impôt forfaitaire de 10 000 gourdes, environ 200 \$.

Mais le problème de poule et d'œuf est toujours présent. Pas de gouvernement parce qu'il n'y a pas d'argent. Pas d'argent parce qu'il n'y a pas vraiment de fisc. Mais comment établir un régime fiscal sans gouvernement ?

Et quand il y a de l'argent, c'est celui des autres, celui des organismes internationaux, des pays étrangers, des ONG, ce qui pose d'autres défis. C'est ce que nous verrons demain

L'ARGENT DES AUTRES

Quatrième et dernier d'une série de textes de notre collaborateur Alain Dubuc, après un séjour en Haïti

ALAIN DUBUC COLLABORATION SPÉCIALE
ÉCONOMISTE, AUTEUR ET CONFÉRENCIER

Haïti est prisonnier d'un cercle vicieux. Son développement repose en grande partie sur les autres, sur l'argent des autres, celui de l'aide étrangère, ou encore celui de la diaspora qui a quitté le pays, sur les ressources et les connaissances des organismes internationaux, des ONG ou des gouvernements étrangers.

C'est cette dépendance qui donne l'impression qu'Haïti ne s'en sort pas. Le vrai succès arrivera quand le pays pourra se prendre en main. Est-il possible de quitter ce cycle de la dépendance et voler un jour de ses propres ailes ?

L'AIDE INTERNATIONALE

L'aide internationale constitue certainement la plus importante industrie d'Haïti, après l'agriculture. Il y en a tellement qu'on a du mal à se retrouver, avec les fonds qui viennent de sources différentes et qui prennent tant de formes qu'on n'arrive pas à faire le compte : aide multilatérale des organismes internationaux, aide bilatérale, dons privés, fonds des ONG, prêts, effacement de dettes, aide en nature. Par exemple, la MINUSTAH (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) qui, pendant 10 ans, a déployé jusqu'à 10 000 militaires et policiers étrangers, dont beaucoup de Canadiens, pour le maintien de la paix.

Selon les Nations unies, après le tremblement de terre, l'aide bilatérale et multilatérale a atteint 6,43 milliards pour la période 2010-2012, (pour un PIB de 8 milliards), et atteindra 13,3 milliards pour la période 2010-2020, sans compter les 3 milliards de donations individuelles.

En fait, les divers donateurs ont financé 70 % des dépenses d'infrastructure publiques et 45 % des dépenses sociales – soutien, éducation, santé.

Cette aide a des effets pervers. Je ne veux pas critiquer les organismes d'aide qui interviennent en Haïti – leur présence est essentielle et la situation du pays serait bien plus dramatique sans leur professionnalisme et leur dévouement. Mais il n'en reste pas moins que le nombre et la diversité des organismes sur le terrain finit par créer une cacophonie. Il y aurait peut-être 10 000 ONG en Haïti, avec chacune sa logique, ses priorités et ses façons de faire. Selon les données d'Ottawa, par exemple, le Canada participe à 243 projets différents dans ce seul petit pays.

Dans bien des cas, les ONG, les organismes internationaux et les pays donateurs passent par-dessus la tête du gouvernement et des institutions haïtiennes. Cela s'explique en grande partie par leur méfiance à l'endroit d'un gouvernement souvent inepte et rongé par la corruption. Par exemple, j'ai été frappé par la façon dont un document statistique de l'envoyé spécial des Nations Unies prenait bien soin de préciser à gros traits que seulement 9,7 % des 6,43 milliards d'aide officielle étaient allés au gouvernement et à ses agences.

Cela rend difficiles les efforts pour respecter certains grands principes qui doivent sous-tendre l'aide internationale, la collaboration, la prise en charge locale et le transfert des connaissances. Avec le risque de perpétuer la culture de dépendance, et de nourrir dans la population haïtienne un ressentiment face à des étrangers qui veulent lui dire quoi faire, et une résistance passive à ce qui sera perçu comme une mainmise étrangère aux relents coloniaux. Même quand elle fait preuve d'un grand professionnalisme, l'aide internationale reste étrangère.

Et à l'autre bout du spectre, il y a des risques de dérives et d'abus, comme la révélation d'actes d'exploitation sexuelle d'employés d'OXFAM, ou encore, l'épidémie de choléra apportée par des Casques bleus népalais après le séisme de 2010, une véritable catastrophe qui laisse encore des marques.

Bref, aussi généreuse et nécessaire soit-elle, l'aide internationale a des limites pour ce qui est de mettre un pays sur la véritable voie du développement.

LA DIASPORA

Ce problème ne se pose pas avec l'autre levier dont dispose Haïti, les Haïtiens qui ont quitté le pays pour les États-Unis, surtout Miami et New York, pour Montréal, pour la République dominicaine. Cette diaspora comptait plus de deux millions de personnes en 2015, l'équivalent de 20 % de la population.

Elle joue déjà un rôle colossal avec l'argent qu'elle envoie. Ses transferts en argent, environ 2 milliards par année, équivalent, en moyenne, à 23 % du PIB. Cet argent finance 70 % du déficit commercial et équivaut à 20 fois les investissements directs étrangers.

Cette aide financière colossale ne joue pas le rôle de levier de développement qui pourrait être le sien. Elle prend surtout la forme de transferts de fonds aux proches et aux membres de la famille pour l'éducation et l'alimentation.

Le gouvernement haïtien ne met pas suffisamment à profit cet énorme capital financier et humain. Il essaie plutôt d'en profiter, avec divers mécanismes de perception à courte vue – des taxes sur les transferts de fonds, sur leurs appels entrants, des frais élevés pour obtenir des papiers – d'autant plus odieux que de très nombreux Haïtiens de l'étranger sont pauvres. Mais on ne mise pas assez sur

le talent et le savoir-faire de cette diaspora, en gestion, en connaissances technologiques, on ne sollicite pas assez sa capacité d'investir dans le pays – en immobilier, en hôtellerie –, on n'encourage pas son retour, par exemple pour la retraite.

LE TOURISME

On pourrait aussi penser compter sur des leviers classiques de développement, comme le tourisme, une industrie de base qui est une source de devises et de richesse pour les pays pauvres. Une autre façon, moins passive, d'aller chercher l'argent des autres. À plus forte raison dans un pays qui a des palmiers, des plages et du soleil.

Haïti, la perle des Antilles, malgré les ravages de la déforestation, est vraiment un très beau pays des Caraïbes, avec sa végétation, ses montagnes, ses plages, sa culture, la chaleur de ses habitants. Air Canada propose des vols directs sur Port-au-Prince. Transat offre des forfaits touristiques en vantant les charmes du pays.

C'est un début, mais dans les faits, Haïti est encore trop pauvre et trop désorganisé pour devenir une destination de masse, à moins de créer des ghettos coupés du pays. C'est encore une destination pour esprits curieux. Parce qu'il y a beaucoup d'obstacles : un transport routier encore trop aléatoire, des problèmes d'infrastructure, électricité et eau, de salubrité, de sécurité. Le problème de poule et d'œuf qui freine toutes les facettes du développement.

IL Y A DES PROGRÈS

Il y a néanmoins de la place pour un brin d'optimisme. Selon ceux qui suivent de près la situation haïtienne, que ce soient des organismes internationaux, comme la Banque Mondiale, ou des ONG, il y a des progrès notables depuis quelques années, même si ce n'est pas toujours visible.

Haïti va un peu mieux, il se sort lentement du choc du tremblement de terre de janvier 2010. Après avoir consacré toutes les énergies à la reconstruction, aux efforts pour reloger les centaines de milliers de personnes qui n'avaient plus de toit, le pays pense davantage au développement à long terme.

Dans une conférence à New York, l'automne dernier, le gouverneur de la Banque nationale d'Haïti, Jean Baden Dubois, notait que son pays, qui a littéralement stagné pendant des décennies, avec un taux de croissance moyen d'à peine 0,5 % par année entre 1986 et 2016, a renoué avec une croissance faible mais décente depuis quelques années, autour de 2 %, et peut-être davantage dans les années à venir. C'est encore extrêmement bas, mais c'est un début.

On note aussi une baisse de la pauvreté extrême, surtout dans les centres urbains. En 10 ans, la proportion des enfants qui vont à l'école est passée de 78 % à 88 %,

la mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé, de 137,7 pour 1000 naissances à 92, les installations sanitaires adéquates sont plus nombreuses – la prévalence de la défécation en plein air est passée de 63 % à 33 %.

Ces progrès sont encore trop limités pour casser un taux de pauvreté de plus de 60 % et un taux de pauvreté extrême de près de 25 %, ni pour réduire un taux de chômage de 30 %. Le pays n'est pas seulement pauvre, il est profondément inégalitaire. L'écart entre les riches et les pauvres est énorme, avec un coefficient de Gini de 0,6, l'un des plus élevés au monde.

Pour venir à bout de cette pauvreté, il faudra donc aller plus loin sur le chemin de la croissance, et surtout, il faudra trouver les moyens pour que les bénéfices de cette croissance soient mieux répartis.

LA STRATÉGIE DES PETITS PAS

Comment résoudre ces problèmes de poule et d'œuf qui semblent paralyser Haïti ? La sagesse, selon les experts en développement international, c'est la stratégie des petits pas. Ne pas miser sur une grande stratégie globale qui mènerait à un miracle haïtien. Le réalisme, c'est de miser sur des petits projets, réalisables, d'en faire des exemples lorsqu'ils sont couronnés de succès, pour insuffler de la confiance, les reproduire et aller encore plus loin.

Le réalisme, c'est aussi de retourner à ce qui est la base pour les trois quarts de la population, l'agriculture, pour la sortir de son stade de subsistance et augmenter la productivité agricole.

C'est aussi la patiente construction d'un État, pour créer de vrais réseaux d'éducation et de santé, pour nettoyer l'administration publique, un long et patient travail qui ne donnera pas de résultats immédiats.

Mais cette patience n'est possible que s'il y a une vision derrière. Les petits pas ne sont supportables que si l'on sait où ils vont mener, ce qui soulève la question du leadership politique.

Cela exige aussi une certaine modestie de dirigeants qui doivent résister aux tentations de grandeur, un réflexe fréquent dans ce pays marqué par son noble passé. En fouillant, je suis tombé sur une déclaration délirante d'un ex-premier ministre, Laurent Lamothe, qui, en 2014, lançait une campagne « dont l'objectif [était] d'éradiquer l'analphabétisme d'ici 2016 dans le pays ». Ça n'est pas arrivé.

Est-ce possible ? Haïti dispose d'un atout, la remarquable résilience de la population haïtienne, qui a traversé des épreuves avec courage et dignité. Ce peut être un levier de succès pour l'avenir, si ces aptitudes du peuple haïtien peuvent être redéployées, pour qu'elles servent à construire, plutôt qu'à résister.

